

Recommencer à vivre dans un pays à feu et à sang

Malgré la guerre qui s'éternise, de nombreux Syriens tentent de reconstruire leurs vies. Un projet de développement, cofinancé par la DDC, aide des personnes déplacées et d'autres habitants à créer de petites entreprises. Il recrute également des travailleurs pour réhabiliter des infrastructures et des marchés ou réparer des camions-poubelles.



Yuri Kozirev/Noorfall

Grâce à la réhabilitation d'infrastructures détruites par la guerre, la vie reprend dans certains quartiers de Homs.

La résilience du peuple syrien

La communauté internationale reconnaît que l'aide humanitaire ne suffit plus pour répondre à la crise syrienne qui se prolonge. Il faut compléter cette assistance par une nouvelle approche, basée sur la « résilience ». Cette notion, empruntée au vocabulaire psychologique, est de plus en plus utilisée dans le domaine humanitaire. Elle désigne la capacité des individus et des sociétés de résister aux chocs, de les absorber et de les surmonter rapidement. L'an dernier, un forum a réuni en Jordanie tous les pays et les organismes concernés par le conflit en Syrie. Il a adopté un document d'orientation stratégique qui préconise de renforcer la résilience des populations et des communautés, ainsi que les capacités d'intervention dans ce pays. www.resilience-forum.org

(jls) Depuis son déclenchement en mars 2011, le conflit syrien a déjà déraciné plus de 11 millions de personnes qui ont trouvé refuge soit à l'étranger soit dans d'autres parties du pays. À ce chiffre s'ajoutent les 7 millions d'habitants qui, sans s'être déplacés, ont eux aussi perdu leurs sources de revenus. Au total, ce sont donc plus de 18 millions de Syriens qui dépendent de l'aide d'urgence internationale.

Par son ampleur et sa durée, cette crise dépasse les capacités des organisations humanitaires. « Une telle situation est intenable à long terme », s'inquiète Regine Kilchenmann, à la division Aide humanitaire de la DDC. « Il faut trouver des solutions pour que les gens puissent recommencer à travailler, générer des revenus et subvenir à leurs besoins, même si c'est très difficile dans un pays encore en guerre. » C'est le but que poursuit un projet du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), cofinancé par la Suisse. Il vise à renforcer la résilience de la population dans quatre provinces syriennes.

Du travail pour moins dépendre de l'aide

Le projet recrute des personnes, déplacées ou non, pour effectuer divers travaux. Ces travailleurs re-

construisent des infrastructures détruites, comme des canalisations, des réseaux électriques, des écoles ou des centres de santé. Ils réhabilitent également des structures commerciales. « D'ici cet été, le marché de la vieille ville de Homs aura retrouvé au moins 50% de sa capacité initiale », estime Nour Abdoul Hadi, au bureau de la coopération suisse à Amman, en Jordanie. Dans les villes côtières de Lattaquié et Tartous, l'afflux massif de personnes déplacées a mis à rude épreuve les équipements municipaux. Des mécaniciens sont donc chargés de réparer les camions-poubelles, pour que la voirie puisse reprendre l'évacuation des déchets entassés dans les rues.

Les postes ainsi créés réduisent la dépendance à l'égard de l'aide humanitaire. Dans le même but, le PNUD s'emploie à restaurer les moyens de subsistance de personnes qui ont perdu tous leurs biens. Il les aide à relancer des activités commerciales ou agricoles, en leur fournissant des outils, des machines et un petit capital de départ. Ce soutien a permis d'ouvrir par exemple un atelier de couture à Hama, une cordonnerie à Al-Qutayfah, une boulangerie à Jaramana et une fabrique de détergents à Homs. Chacune de ces petites entreprises crée à son tour des emplois. ■